

Projet steering 22/09/2014

**Comité de dialogue social européen
pour les administrations des gouvernements centraux (SDC CGA)**

Réponse à la consultation publique relative à la stratégie Europe 2020

Réponse à soumettre avant le 31 octobre 2014

CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE À LA STRATÉGIE EUROPE 2020

Nom: *Comité de dialogue social européen pour les administrations des gouvernements centraux*

Coordonnées:

Adresse électronique: nsalson@epsu.org (TUNED) nacer-eddine.djider@finances.gouv.fr (EUPAE)

Pays de résidence: *Organisation européenne*

Langue de votre contribution: *Français*

Type d'organisation:

- État membre
- Autorité publique
- Organisation enregistrée
- Entreprise enregistrée
- Particulier
- Organisation/Entreprise non enregistrée
- Autre (veuillez préciser): *Partenaire social*

Principaux domaines couverts par votre contribution:

- Affaires économiques et financières
- Compétitivité
- Industrie
- Marché unique
- Emploi
- Recherche, développement et innovation
- Économie numérique
- Climat, énergie et utilisation efficace des ressources
- Éducation
- Pauvreté et exclusion sociale
- Autre (veuillez préciser):

Numéro d'identification dans le registre (si votre organisation est inscrite au registre de transparence, ou si vous l'êtes):

Votre réponse:

X peut être publiée avec vos informations personnelles

- peut être publiée de façon anonyme
- ne peut pas être publiée

Questions:**Souhaitez-vous faire part de toute autre observation ou suggestion relative à la stratégie Europe 2020?** (Question 3 du questionnaire de la Commission européenne)

1. Afin que l'Europe sorte renforcée de la crise financière, économique et sociale et qu'elle relève les défis technologiques, industriels et environnementaux en faveur de l'emploi et d'une croissance intelligente durable et inclusive, la commission européenne a proposé des objectifs précis et mesurables qui guideront la mise en œuvre d'un plan stratégique pour 2020 et permettront d'évaluer la réalisation.

2. Cette stratégie 2020 précise également les atouts et les moyens mobilisables : la nouvelle gouvernance économique, le marché intérieur, le budget de l'Union, les relations commerciales de l'Union, sa politique extérieure, et l'union économique et monétaire.

3. Dans les conclusions de la communication (COM(2014)130 final) accompagnant la présente consultation, la Commission « dresse un bilan mitigé [...]de la stratégie Europe 2020 »¹. Les objectifs en matière d'emploi (un taux d'emploi de 75% parmi la population âgée de 20 à 64 ans), de recherche (un taux d'investissement de 3%) et de réduction de la pauvreté (réduire de 20 millions au moins le nombre de personnes exposées à un risque de pauvreté ou d'exclusion) ne sont pas atteints ; le taux de chômage s'est envolé passant de 7,1 % en 2008 au niveau record de 10,9 % en 2013 et les inégalités sociales se sont creusées. Un autre effet de la crise est l'accentuation des écarts sociaux et économiques entre les États membres et souvent à l'intérieur de ceux-ci. La communication rappelle cependant que c'est le « fait que l'Union se soit fixé des objectifs [qui] lui a permis de concentrer toute son attention sur des questions structurelles à plus long terme ».

4. Le SDC CGA souhaite dans le cadre de la consultation publique organisée par la commission sur ces orientations stratégiques, rappeler le rôle clé des administrations nationales des gouvernements centraux et insister sur l'enjeu que représente la préservation d'un bon climat social. Employeurs et employés des administrations des gouvernements centraux sont au cœur des réformes structurelles qu'ils instruisent et mettent en œuvre et sont confrontés très directement, aux politiques de redressement des finances publiques telles que définies dans le Semestre européen.

5. Cependant, la mobilisation des moyens matériels et humains de ces administrations apparaît clairement incontournable pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie 2020. La précédente stratégie se focalisait principalement sur l'apport d'autres secteurs, notamment du secteur privé. La présente réponse a pour but de rappeler que le secteur des administrations centrales, employeur de taille en Europe, a également un rôle à jouer pour porter cette stratégie.

¹ Communication COM(2014)130 final « État des lieux de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive »

6. L'amélioration de la gouvernance et la reprise de la croissance s'appuient, pour une grande part, non seulement dans la recherche de la plus grande efficacité des ressources financières allouées à l'action des administrations, comme le souligne la Communication précitée, mais aussi dans les efforts de modernisation déployés pour améliorer son efficacité, les conditions de travail de ses employés, le dialogue social et ses relations avec les usagers.

7. Au travers de l'accord-cadre européen pour un service de qualité dans les administrations des gouvernements centraux² du 12 décembre 2012, notre comité a eu l'occasion de rappeler que le contexte de la crise financière, économique et sociale, renforce les exigences d'accessibilité et de qualité des services publics au bénéfice des populations de l'Union.

A ce titre, nous souhaitons souligner le rôle central et la nécessité de mobiliser les services publics pour répondre aux enjeux de la cohésion sociale au service d'une croissance plus inclusive.

9. Le SDC CGA invite, par ailleurs, la Commission à élargir ses critères lorsqu'il s'agira d'élaborer de nouveaux objectifs (qu'ils soient chiffrés ou non), afin notamment de tenir compte de l'écart salarial entre hommes et femmes, de la paupérisation et de la précarisation des travailleurs et de l'inclusion sociale des jeunes, et des moyens nécessaires aux administrations publiques pour accomplir leurs missions.

10. Enfin, la préservation d'un dialogue social de qualité dont la négociation collective constitue un levier, est aussi un élément favorisant la croissance économique et c'est un élément clé du modèle social européen. Le SDC CGA a eu l'occasion de rappeler que le dialogue social à tous les niveaux participe à une croissance plus inclusive en s'inscrivant dans une approche anticipatrice des changements. Le SDC CGA souligne également que dans un environnement qui continuera de connaître des changements rapides d'ici 2020, le dialogue social, avant, pendant et après ces changements, est un élément de mobilisation des personnels en faveur de la réussite des projets de réformes.

Un climat apaisé ne peut que renforcer les capacités productives et la bonne mise en œuvre des mesures de la stratégie 2020.

² Accord-cadre européen pour un service de qualité dans les administrations des gouvernements centraux signé le 12 décembre 2012 et accessible [ici](#)